



# ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

## catastrophes naturelles

Question au Gouvernement n° 3357

### Texte de la question

#### CONSÉQUENCES DES INTEMPÉRIES

M. le président. La parole est à M. Bernard Reynès, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Bernard Reynès. Ma question s'adresse au ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire.

Ce week-end, la grêle a littéralement massacré des exploitations agricoles du Vaucluse et des Bouches-du-Rhône. Ce sont 2 000 hectares de vergers détruits à 100 %, ce sont 80 000 tonnes de pommes et de poires anéanties, 120 000 tonnes si j'y ajoute l'épisode du 29 avril, ce sont des serres éventrées. C'est un spectacle de désolation au-delà de ce que l'on peut imaginer.

Les conséquences sont dramatiques : l'ensemble de la filière est totalement sinistré. Ce n'est d'ailleurs pas seulement la récolte de cette année qui est détruite : c'est aussi celle de l'année prochaine, car les arbres eux-mêmes ont été endommagés.

Il est indispensable de mutualiser les assurances en les rendant obligatoires pour l'ensemble du monde agricole. Mais, en contrepartie, il faut ramener les compagnies d'assurance à la raison car elles ont triplé leurs tarifs et refusent parfois même d'assurer.

Après plusieurs saisons de crise - la mévente des salades au printemps, une météo trop clémente qui a engorgé le marché car les productions arrivent toutes en même temps -, les trésoreries sont exsangues. Ce malheur s'ajoute à la crise dite du concombre, dont les producteurs sont victimes et qui frappe aussi la filière de la tomate et des salades.

Or, les premières annonces de soutien de la Commission européenne suscitent colère et désespoir. Une manifestation a d'ailleurs lieu au marché d'intérêt national de Châteaurenard en ce moment même. On évoque une indemnisation de 14 centimes d'euro par kilo, alors que le prix de revient est compris entre 35 et 40 centimes. Le compte n'y est pas ! C'en est trop pour la filière des fruits et légumes, déjà très endettée et incapable de payer leurs échéances. Nombreux sont ceux qui, découragés et ruinés, sont contraints d'arrêter. Il y a déjà 40 % de friches dans ma circonscription.

M. le président. Il faut conclure, mon cher collègue.

M. Bernard Reynès. Monsieur le ministre, j'en appelle à vous, sachant votre implication dans le monde agricole. Les fruits et légumes étant déjà les grands oubliés de la PAC, quel soutien d'urgence et massif allez-vous nous apporter ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire.

M. Bruno Le Maire, *ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la pêche, de la ruralité et de l'aménagement du territoire*. Monsieur le député, je connais votre implication dans la défense des producteurs de fruits et légumes. Nous répondrons présent pour les producteurs de fruits touchés par la grêle dans votre département, et je serai demain en Vaucluse pour leur apporter des solutions (*Exclamations sur les bancs des groupes SRC et GDR*), de la même façon que nous répondons déjà présent...

M. Pascal Terrasse. Allo ! Allô !

M. Bruno Le Maire, *ministre*. ...pour les producteurs touchés par la crise sanitaire en Allemagne et pour les producteurs et éleveurs touchés par la sécheresse.

J'ai entendu les critiques de Mme Royal sur l'action du Gouvernement, ou plutôt sur son prétendu défaut de réaction. (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) Je veux lui dire...

Plusieurs députés du groupe SRC. Elle n'est pas là !

M. Albert Facon. Allez la voir ! N'ayez pas peur !

M. Bruno Le Maire, *ministre*. ...que prononcer des mensonges gros comme des maisons n'en fait pas pour autant des vérités.

La vérité, c'est que, depuis le début de la crise liée à la sécheresse, nous avons répondu présent, avec le Premier ministre et le Président de la République. Depuis le début d'avril, nous avons mobilisé les foins et les fourrages dont les éleveurs avaient besoin ; nous avons sollicité la Commission européenne pour qu'elle nous apporte un soutien et qu'elle verse de manière anticipée les aides dont les éleveurs ont besoin.

M. Bernard Roman. Il serait temps ! On les attend !

M. Bruno Le Maire, *ministre*. La vérité, c'est que, depuis le début de la crise, nous avons sollicité nos partenaires européens.

Depuis le début de la crise, nous avons également sollicité le Fonds national de garantie des calamités agricoles, à la demande du Premier ministre, pour que les premiers versements puissent intervenir dès le mois de septembre.

M. Bernard Roman. Il n'y a aucun résultat !

Mme Delphine Batho. Zéro !

M. Bruno Le Maire, *ministre*. La vérité, c'est que le Président de la République sera demain sur le terrain (*Exclamations sur les bancs du groupe SRC*) pour soutenir les producteurs. Il annoncera des avances de trésorerie complémentaires.

La vérité, c'est que le Premier ministre sera vendredi sur le terrain pour défendre lui aussi les producteurs agricoles.

La vérité, enfin, mesdames et messieurs les députés, c'est que, pendant que Mme Royal écume les plateaux de télévision pour proférer des mensonges, nous sommes, nous auprès des paysans pour les défendre et leur apporter des solutions. (*Vifs applaudissements sur les bancs des groupes UMP et NC.*)

## Données clés

**Auteur :** [M. Bernard Reynès](#)

**Circonscription :** Bouches-du-Rhône (15<sup>e</sup> circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

**Type de question :** Question au Gouvernement

**Numéro de la question :** 3357

**Rubrique :** Sécurité publique

**Ministère interrogé :** Agriculture, alimentation, pêche, ruralité et aménagement du territoire

**Ministère attributaire :** Agriculture, alimentation, pêche, ruralité et aménagement du territoire

## Date(s) clé(s)

**Question publiée le :** 9 juin 2011

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 9 juin 2011